

COMMUNISME



sous la direction de Stéphane Courtois

1920-2012

Vietnam

de l'insurrection à la dictature

Uendémiaire^{*}

VINCENT BLOCH

Sociologue (EHESS-CEMS) et spécialiste de Cuba

Compter et catégoriser les victimes du castrisme : un chantier ouvert

Depuis l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro et de ses alliés au début de l'année 1959, le gouvernement révolutionnaire s'est toujours montré réticent à divulguer les informations concernant les citoyens cubains ou étrangers fusillés par des pelotons d'exécution, tués au combat dans les montagnes du centre et de l'est de l'île, disparus ou morts en prison. Même si, pendant les premiers mois de l'année 1959, le nouveau gouvernement a donné un large écho à « l'exécution des sbires [de Batista] » et que Juan Clark a décompté pour l'année 1959, à partir de la presse de l'époque, 485 exécutions auxquelles s'ajoutaient 146 condamnés à mort en attente d'être exécutés¹.

Persuadés que la démocratie finira par arriver un jour à Cuba, certains observateurs attendent en toute confiance « l'ouverture des archives », mais risquent, comme les historiens des régimes communistes d'Europe de l'Est avant eux, de voir leurs espoirs en grande partie déçus. D'autres s'efforcent, avec plus ou moins de réussite, d'habileté et d'objectivité, de répertorier, catégoriser, compter et retrouver la trace des victimes du régime castriste. Cette tâche n'est guère aisée, mais les difficultés auxquelles elle se heurte ont ouvert de nombreuses pistes de recherche pour l'historien, même si l'objectif ultime, dresser la liste exhaustive de tous les morts et disparus, paraît pour l'instant hors d'atteinte.

« FUSILLÉS, ASSASSINÉS OU MORTS À CAUSE DU COMMUNISME CUBAIN »

Né en 1929 à Cuba, le colonel de l'armée des États-Unis Esteban M. Beruvides, aujourd'hui à la retraite, est le premier à avoir produit, en 1992, une « liste (incomplète en chiffres et en informations) de martyrs fusillés, assassinés ou dont la mort a pour cause directe ou indirecte le régime communiste cubain depuis 1959² ». Son objectif semblait consister à la fois à compter les morts et à permettre à ceux qui leur avaient survécu de retrouver leur trace. Les termes choisis indiquent clairement le biais partisan de l'auteur, lequel inclut dans la catégorie « martyrs » les principaux groupes suivants : « fusillés », « assassinés », « exécutés », « morts en prison », « suicidés », « morts en grève de la faim », « disparus en mer », « noyés », « asphyxiés », « morts au combat » – principalement des guérilleros anticastristes qui opéraient dans les montagnes de l'Escambray, entre 1959 et 1965, des membres des commandos qui ont péri en tentant de débarquer depuis l'étranger pour renverser le gouvernement, au cours des années 1960, et des militaires morts au cours des guerres civiles en Éthiopie et en Angola dans les années 1970-1980.

Tout d'abord, il est difficile d'attribuer aux autorités le même degré de responsabilité selon que les individus répertoriés sont morts fusillés par un peloton d'exécution ou noyés en tentant de quitter l'île. Parmi les individus sanctionnés par la peine de mort, Beruvides ne distingue pas non plus les criminels de droit commun des opposants politiques. Les différences entre chaque catégorie ne sont pas toujours claires, notamment en ce qui concerne « assassinés » et « exécutés ».

Ensuite, Beruvides a tiré ses informations de la presse cubaine, de rapports de l'armée des États-Unis, de témoignages livrés par lettre ou par téléphone, de récits de déserteurs de l'armée cubaine ou de citoyens ayant fait défection ; il ne s'est guère soucié de la fiabilité de ses sources et a considéré que l'essentiel était d'attirer l'attention sur l'ampleur des crimes commis contre la population par l'État cubain. Enfin, les approximations sont nombreuses : certaines victimes sont répertoriées jusqu'à quatre fois, sous des noms différents³. En conséquence, même après avoir éliminé les nombreux doublons, triplons et cas dont la responsabilité ne peut objectivement être attribuée avec certitude aux autorités, les chiffres de Beruvides restent exagérés, à l'exception de celui qui recense les « disparus en mer ». Ces cas sont par nature peu documentés, et leur nombre s'élève probablement à plusieurs milliers. Beruvides compte en revanche près de 1 200 fusillés pour la seule année 1959, un nombre total de 3 200 « fusillés »

entre 1959 et 1993, et 5 600 «martyrs» pour la même période – environ 4 750 «fusillés», «assassinés», «exécutés» et «morts au combat», plus de 350 «morts en prison», près de 400 «noyés» ou «disparus en mer» et une centaine de cas répertoriés dans d'autres catégories.

Par la suite, Radio Mambi – proche du secteur «dur» de l'exil cubain à Miami –, Cuba Nuestra et la Fondation nationale cubaine-américaine, de sensibilité anticastriste, ont produit chacune à leur tour une liste de «victimes» qui ne fait en réalité que reprendre, *grosso modo*, celle de Beruvides. Plus récemment, l'Institut de la mémoire historique cubaine contre le totalitarisme, basé à Miami, et surtout Circuito Sur, une association de Cubains en exil dont l'origine remonte au début des années 1980, ont entrepris de réviser les listes existantes⁴.

Circuito Sur est résolument engagé dans «la lutte pour le retour de la démocratie à Cuba et le respect des droits de l'homme», et affiche sans ambages son anticommunisme : la liste produite en 2008 par l'association a pour titre «fusillés, assassinés ou morts à partir du 1^{er} janvier 1959 à cause du communisme cubain». Cette association a toutefois éliminé certaines des catégories obscures définies par Beruvides – notamment la catégorie «exécutés» – pour ne garder que les «fusillés», «assassinés», «morts au combat», «morts en prison», «disparus en mer» et «noyés». Le nombre de fusillés pour l'année 1959 tourne autour de 785, et avoisine 2 600 entre 1959 et 1993, alors que le total des «victimes» pour la période 1959-2008 approche le chiffre de 4 700 – environ 3 900 «fusillés», «assassinés» et «morts au combat», plus de 200 «morts en prison», 440 «noyés» ou «disparus en mer», près de 80 «disparus» et 80 cas répertoriés dans d'autres catégories. Il est intéressant de constater que les cas de «noyés» ou «disparus en mer» sont plus nombreux à partir du début des années 1990 : ces chiffres reflètent sans doute autant une meilleure accessibilité à l'information qu'une réelle augmentation des disparitions en mer.

Certains cas restent répertoriés comme «disparus» ou «suicidés» mais, à la différence de Beruvides, Circuito Sur précise, à chaque fois qu'elle dispose d'informations, les circonstances du décès et le lien avec le cas d'autres individus morts au même moment. De cette façon, sa liste aboutit, en sus de l'aspect quantitatif de la démarche, à faire la lumière sur différents massacres et actions ciblées contre un groupuscule ou une famille, à montrer la façon dont une attaque depuis l'extérieur a été neutralisée, et aussi à mettre en évidence la récurrence de schémas répressifs à l'intérieur des prisons ou des centres d'interrogatoires.

Né à Cuba, qu'il a quitté en 1960 à l'âge de 21 ans, l'économiste Armando Lago travailla jusqu'à sa mort en 2008 à un ouvrage portant sur «le coût humain

de la révolution sociale» à Cuba. Il avait fondé en 2001 Cuba Archive, une association à but non lucratif lancée à l'initiative de la Free Society Project, et fondée à Washington D. C. mais basée dans le New Jersey où se trouve la plus grande communauté cubaine aux États-Unis, en dehors du comté de Miami-Dade. C'est en reprenant la liste de victimes qu'Armando Lago avait établie à partir de sources de seconde main que Maria C. Werlau, co-fondatrice de l'association, a entrepris de poursuivre sa tâche. Directrice exécutive au sein du comité directeur de Cuba Archive, Maria C. Werlau est d'origine cubaine mais a vécu longtemps au Chili; spécialiste des relations internationales, elle n'est ni une ancienne prisonnière politique, ni une intellectuelle publique. Sous sa direction, le projet «Vérité et Mémoire» de Cuba Archive a entrepris un travail d'enquête, de triage et de catégorisation dont la rigueur rompt avec les listes de Beruvides et de Circuito Sur.

Tout d'abord, Cuba Archive entend fournir une base de données à partir de laquelle une commission de type «vérité, justice et réconciliation» pourra, le jour venu, œuvrer à la résolution du «conflit» qui dure depuis soixante ans. Dans cette perspective, le travail de recherche porte également sur les «morts et disparitions» survenues sous le régime de Fulgencio Batista, qui s'était emparé du pouvoir par un coup d'État le 10 mars 1952, et avait dans les presque sept années qui suivirent mené une répression qui avait coûté la vie à au moins 1 247 de ses opposants. D'après les chiffres provisoires de Cuba Archive du 15 décembre 2009, le chiffre total de «morts et disparus» entre le 10 mars 1952 et le 31 décembre 1958 est de 1 684, mais 386 cas sont imputables à des «actions contre le régime de Batista», et 58 cas ne peuvent être imputés avec certitude à l'un ou l'autre des deux camps.

Ensuite, Cuba Archive tente d'adapter son mode de classification aux catégories du droit international, en sachant par exemple qu'un «assassinat» ne répond pas à la définition de crime commis par l'État et qu'il est plus approprié de parler d'exécution extra-judiciaire. L'association distingue principalement les victimes «fusillées par un peloton d'exécution», les victimes «mortes ou disparues au combat», et les «exécutions extra-judiciaires» – respectivement 3 820, 1 007 et 1 280 répertoriées entre le 1^{er} janvier 1959 et le 15 décembre 2009. Dans la perspective d'une «réconciliation», Cuba Archive documente également les «morts et disparus» au cours d'actions contre l'État cubain, et dénombre 289 cas «hors-combat» et 229 cas «au combat». L'association signale également 31 cas de «morts ou disparus» imputés aux «forces armées d'autres pays» (au Nicaragua, en Éthiopie, en Angola, etc.) et 216 cas dont la responsabilité ne peut être imputée avec certitude.

La révision de toutes les formes de catégorisation est notable par rapport à la liste de Beruvides ou à celle de Circuito Sur, et les chercheurs de Cuba Archive ont accepté de prendre à bras-le-corps le problème du degré de responsabilité des autorités, en établissant une distinction entre «responsabilité directe» et «responsabilité indirecte». Cuba Archive inclut dans cette dernière catégorie les «suicides de nature politique, pour la plupart en prison» – 122 entre le 1^{er} janvier 1959 et le 15 décembre 2009. Tous les «morts en prison» ne sont plus répertoriés : seuls sont comptabilisés les «morts en prison des suites d'une grève de la faim», «morts en prison par refus ou manque de soins médicaux» et «morts accidentellement en prison, non pas de façon intentionnelle, mais par négligence» – respectivement 12 254 et 99 entre le 1^{er} janvier 1959 et le 15 décembre 2009. De la même façon, les «disparus» sont scindés en deux catégories : la première regroupe tous les individus qui se sont noyés ou ont disparu en tentant de quitter l'île, et la seconde inclut tous les autres, à l'exception des individus disparus au combat – respectivement 1 100 et 196 entre le 1^{er} janvier 1958 et le 15 décembre 2009.

**PRESIDIO MODELO,
SYMBOLE DE LA TERREUR CASTRISTE**

L'examen scrupuleux de tous les cas répertoriés, souvent accueilli avec réprobation dans les milieux militants de l'exil, conduit aujourd'hui Maria Werlau à rappeler que les faits établis par Cuba Archive comportent des zones d'ombre majeures, et que les données présentées doivent être utilisées avec réserve. Alors qu'Armando Lago avait dénombré près de 6 000 victimes fusillées par un peloton d'exécution entre 1959 et 2008, Maria Werlau estime que le chiffre réel est plus proche de 3 000, et elle insiste sur le fait que les cas documentés de façon détaillée n'en constituent qu'un pourcentage. Elle constate enfin que derrière les séries de victimes, on entraperçoit «des êtres humains⁵». On retrouve la tension inhérente à ce type de travail : en s'appliquant à dresser une liste exhaustive de victimes, les chercheurs découvrent des cas qui peuvent aussi les frapper par leur singularité, même s'ils n'ont pas valeur de paradigme. L'éclairage qu'ils apportent les confronte eux-mêmes à la complexité et aux variations des formes de la contrainte imposées par le régime, telles qu'elles se jouent à l'échelle d'existences individuelles.

Même si l'objectif de l'exhaustivité demeure, une autre configuration d'enquête apparaît en filigrane. En tentant de recouper des informations, en recherchant des témoins lors d'enterrements ou de cérémonies de commémoration,

le travail d'enquête est parfois aspiré vers l'univers familial des victimes et la mémoire de leurs proches. Petit à petit aussi, les épisodes de terreur et les embardées répressives déjà connues sont mieux documentés et deviennent des sujets de recherche à part entière, au-delà de la question des bilans chiffrés : les deux « nettoyages » successifs de l'Escambray, entre 1960 et 1962, le massacre de la rivière Canimar du 6 juillet 1980 – au moins 56 morts –, le torpillage du remorqueur *13 de Marzo* le 13 juillet 1994 – au moins 37 morts –, les plans de travaux forcés à Presidio Modelo, etc.⁶

Presidio Modelo, le pénitencier de l'île des Pins fermé en 1967, où avaient été reclus à partir de 1959 les prisonniers politiques condamnés aux peines de prison les plus lourdes, symbolise la phase de terreur la plus intense de l'histoire du régime castriste. Établir les circonstances dans lesquels certains y ont perdu la vie, et l'identité de tous les individus qui y ont été envoyés, pose à échelle réduite les mêmes problèmes que ceux auxquels sont confrontés les enquêteurs de Cuba Archive. Byron Miguel et Raúl Pérez Coloma, deux anciens de Presidio Modelo, aujourd'hui âgés de plus de 80 ans, tentent depuis plusieurs années de recomposer la liste exhaustive de tous les prisonniers qui sont passés par ce pénitencier :

« Cette liste, cela fait vingt-cinq ans que j'y travaille. [...] En fait, nous l'avons commencée à Presidio Modelo, avec quelqu'un qui s'appelait Valdés Goenaga, un avocat dont je ne me rappelle plus le prénom, c'est lui qui a eu l'idée et je l'ai aidé. Nous gardions deux ou trois listes, au cas où l'une d'entre elles eut été perdue. Mais avec les fouilles, les morts, etc., tout a été perdu⁷. »

Les méthodes d'enquête de Raul Pérez Coloma relèvent d'un bricolage ingénieux qui s'appuie à la fois sur les traces laissées par l'administration pénitentiaire cubaine, l'expérience vécue de l'ex-prisonnier politique et le bouche à oreille au sein des milieux de l'exil. Depuis l'époque où, dans les années 1930, les premiers prisonniers de droit commun ont été envoyés à Presidio Modelo, chaque prisonnier s'est vu attribuer un numéro. En mai 1959, le premier prisonnier politique de Castro qui est arrivé là-bas, Arsenio Arrazola Rodriguez, avait le numéro 23 002. Le pénitencier a fermé ses portes le 23 mars 1967. Reinaldo Villafranca de la Portilla, le dernier arrivé, le 17 décembre 1966, avait le numéro 36 559.

Raul Pérez Coloma a pu établir ainsi que 13 557 prisonniers politiques étaient passés par le pénitencier entre 1959 et 1967. Comme tous arrivaient aussi par groupes – *cordilleras*, dans le jargon de l'administration cubaine –

à l'intérieur desquels les individus étaient «rangés» par ordre alphabétique, chaque prisonnier retrouvé est susceptible grâce à son numéro de donner des indications sur ceux qui l'accompagnaient. Comme les individus qui composaient le même groupe avaient aussi souvent été condamnés à la prison à l'issue du même procès et dans le cadre du même dossier (*causa*), le numéro de prisonnier, le jour d'arrivée de la *cordillera* et le numéro de la *causa* sont les pistes qui mènent à l'identité de la personne recherchée.

Beaucoup de ces anciens prisonniers sont aujourd'hui décédés, ce qui, ajouté au fait que les survivants ne se rappellent pas toujours du nom complet de leurs compagnons d'infortune, ne facilite guère la tâche. Raul Pérez Coloma se rend aux enterrements et aux commémorations, où il a parfois la main heureuse, autant qu'il reçoit des appels spontanés. C'est là qu'il fait usage de sa propre expérience : si la personne qui se présente fronce les sourcils lorsqu'il lui demande son numéro de prisonnier, le jour d'arrivée de sa *cordillera* ou le numéro de sa *causa*, il lui pose alors des questions sur le jargon du pénitencier. Si la personne ne sait pas ce qu'était «l'avion» (la «couchette» des prisonniers, attachée au mur par des chaînes) ou le «*coy*» (le matériau, quelle qu'en fût la nature, qui permettait de boucher la fenêtre pour se protéger de la pluie ou du vent), il en conclut qu'elle affabule.

À la date du 31 juillet 2011, Raul Pérez Coloma et Byron Miguel ont retrouvé les noms et numéros de 11 104 ex-prisonniers politiques envoyés à Presidio Modelo, dont 8 539 étaient encore vivants. Leur projet ne se limite pas cependant à dresser cette liste et ils recherchent également des témoignages de première main à propos d'événements qui ont marqué la mémoire collective des ex-prisonniers politiques : les exécutions, la fosse à excréments dans laquelle certains d'entre eux ont été jetés nus (*la mojonera*), les exactions des gardes, etc.

«Parfois, nous nous racontons des histoires fantasmées les uns les autres, alors que nous ne savons pas exactement ce qui s'est passé. Par exemple, il y a ce type, que l'on surnommait "*Mayimbe*", qui a eu un œil arraché par une baïonnette. Tout le monde l'a su... mais qui l'a vu ? C'est impossible que tous ceux qui disent l'avoir vu l'aient vu, c'était à la porte [de l'un des quatre bâtiments circulaires où étaient reclus les prisonniers], chacun vaquait à ses occupations, et en plus, c'était tous les jours que les coups pleuvaient. [...] Et même les gens qui ont vu ce qui s'est passé, ils continuent d'affabuler...»

La liste comporte une case qui indique le destin de chaque ex-prisonnier politique : une croix pour ceux qui ont été fusillés, un «P» pour ceux qui sont morts en prison, «*indultado*» pour ceux qui ont été «graciés», une mention expliquant

les autres cas – suicides, « assassinats », « grève de la faim », « sans assistance médicale » etc. Les modes de classification se diluent à nouveau, mais reflètent la complexité des expériences collectives et individuelles. Le projet de Raul Pérez Coloma et de Byron Miguel vise à maintenir un équilibre entre données chiffrées et témoignages, mais il est probable qu'en dehors du cas de Presidio Modelo, les noms des morts et disparus resteront difficiles à retrouver. À moins que les archives du ministère de l'Intérieur ne révèlent un jour des secrets.

Le but de compter, répertorier et catégoriser les victimes du castrisme est inséparable de la tâche consistant à jauger la véracité des témoignages, laquelle conduit finalement à circonscrire des cas, des périodes, des endroits, des groupes, voire des individus ou des anecdotes. La réflexion se déplace aussi nécessairement vers les logiques répressives du régime, la manière dont les uns et les autres y ont fait face, et la façon dont la domination effective a été assurée. Il est probable que les historiens se pencheront un jour sur les disparités régionales, les antagonismes et la concurrence entre autorités locales et nationales, le zèle de fonctionnaires « travaillant en direction de Fidel Castro », et reprendront finalement dans le cadre de Cuba les débats entre « intentionnalistes » et « fonctionnalistes » ou entre « soviétologues » et « révisionnistes ».

NOTES

1. J. Clark, *Cuba: Mito y Realidad*, Miami-Caracas, Saeta Ediciones, 1992, p. 62.
2. E. M. Beruvides, *Cuba y sus Martires*, Library of Congress, 1992.
3. Dans la tradition hispanique, les individus portent le nom de famille de leur père et de leur mère.
4. Cf. l'Institut de la mémoire historique cubaine contre le totalitarisme, <http://www.cubamemorial.net/>; et l'association *Circuito Sur*, <http://www.aguadadepasajeros.bravepages.com/cs/menu.htm>
5. Entretien avec Maria C. Werlau, janvier 2012.
6. Deux cas de détournement de navire vers la Floride – le premier depuis la province de Matanzas, le second depuis La Havane – auxquels les autorités ont mis fin.
7. Entretien avec Raul Pérez Coloma, août 2011.